



Rapport économique 2024

Uruguay

3 juillet 2024

Executive Summary

L'Uruguay représente une exception intéressante en Amérique du Sud en raison de sa stabilité politique et institutionnelle, d'une économie solide présentant de bons résultats macroéconomiques, de son faible niveau de corruption, de son système judiciaire solide et de ses incitations fiscales et tarifaires, offrant un cadre propice à l'établissement de centres de distribution ou de sièges régionaux. La volonté du gouvernement à améliorer les conditions cadres surtout dans les zones francas renforcent l'attractivité de ce pays pour les entreprises étrangères.

L'économie uruguayenne a connu une faible croissance annuelle de 0.36% du PIB en 2023, en rapport de 4,9% en 2022, marquée par une contraction de l'activité économique du fait d'un contexte externe globalement défavorable, l'achèvement d'un grand investissement dans le secteur de production du pulpe, ainsi qu'une sécheresse extrêmement aiguë affectant la production agricole. Le taux d'inflation pour 2023 représentait 5.1% du PIB. En mai 2024, l'inflation interannuelle était de 5.7%, restant donc sous la barre de l'objectif de 6%. Le déficit budgétaire, suivant la tendance de 2022 (-2.55%), s'est établi à -2.7% du PIB en 2023. Le taux de chômage a augmenté légèrement, s'établissant à 8.3%, du fait du ralentissement de la croissance. L'économie uruguayenne devrait croître de 3.7% en 2024 selon le Fonds monétaire international (FMI).

L'année 2023 a été marquée par une chute de 13% des exportations uruguayennes de marchandises par rapport au record établi en 2022, atteignant un total de \$ 11.5 milliards. Le commerce bilatéral entre la Suisse et l'Uruguay a légèrement augmenté en 2023 afin d'atteindre une valeur de CHF 181 millions (2022 : CHF 175 millions). Le volume commercial bilatéral n'a toutefois pas encore récupéré son niveau antérieur à la pandémie. La balance commerciale reste en faveur de la Suisse et présente un excédent de CHF 119 millions. Les produits pharmaceutiques représentent plus de 70% des exportations suisses, suivi de l'horlogerie (12.8%). Les flux d'investissements directs totaux de l'année écoulée indiquaient un solde positif de \$ 3.6 milliards. La Suisse est, selon les données uruguayennes, le 5ème investisseur le plus important avec 8% du stock total des investissements directs étrangers.

L'Uruguay offre des opportunités intéressantes dans le domaine des énergies renouvelables et de la transition énergétique ainsi que dans le secteur agro-industriel et les services TIC. L'Uruguay s'efforce de se positionner à l'avant-garde dans le domaine de l'hydrogène vert, nouvelle priorité des autorités. La politique économique du président Luis Lacalle Pou avait comme objectif d'améliorer l'attractivité internationale de l'Uruguay ainsi que d'insuffler un certain dynamisme nécessaire dans une économie historiquement peu productive en se focussant sur le secteur des services. La ratification de l'Accord commercial entre le Mercosur et l'AELE contribuerait à donner une impulsion à un commerce bilatéral modeste.

TABLE DES MATIÈRES

1	SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE	3
2	SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES	4
3	POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE	6
3.1	Politique et priorités du pays hôte	6
3.2	Perspectives pour la Suisse	7
4	COMMERCE EXTÉRIEUR	7
4.1	Evolution et perspectives générales	7
4.1.1	<i>Commerce de marchandises</i>	7
4.1.2	<i>Commerce de services</i>	8
4.2	Commerce bilatéral	8
5	INVESTISSEMENTS DIRECTS	9
5.1	Evolution et perspectives générales	9
5.2	Investissements bilatéraux	9
6	PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE	9
6.1	Instrument de la promotion économique extérieure suisse	9
6.2	Intérêt du pays hôte pour la Suisse	10
	ANNEXE 2 – Principales données économiques	12
	ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux	13
	ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux	14
	ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs	15

1 SITUATION ÉCONOMIQUE ET DÉVELOPPEMENTS DE LA POLITIQUE ÉCONOMIQUE

L'Uruguay se distingue par une stabilité politique et économique, ainsi qu'une grande sécurité juridique et un faible niveau de corruption. Avec une population de seulement 3.4 millions d'habitants et un PIB d'une valeur nominale de \$ 77.2 milliards, l'Uruguay constitue l'un des pays latino-américains le plus prospère avec un PIB par habitant s'élevant, fin 2023, à plus de \$ 21'600. L'Uruguay se classe en outre parmi les 15 premiers mondiaux en termes de respect pour l'État de droit et constitue l'une des rares démocraties complètes sur le continent américain selon le Democracy Index 2023 établi par The Economist. Le pays se démarque aussi en Amérique Latine de par une distribution équitable des richesses, avec une classe moyenne regroupant environ 60% de la population ainsi qu'un faible taux de pauvreté (10.1%).

L'économie uruguayenne a connu une croissance annuelle de 0.36% en 2023, ne s'inscrivant pas dans la continuité de la récupération de l'activité économique enregistrée en 2022 (+4.9%), à la suite de la pandémie covid-19. Cette faible croissance a été toutefois maintenue par la hausse de la consommation des ménages ainsi qu'une augmentation des exportations de services (+19%), alors que les exportations de biens ont diminué de 13% par rapport à l'année précédente. L'année 2023 est en effet marquée par une contraction de l'activité économique du fait d'un contexte externe globalement défavorable, telle que la baisse de demande de la Chine et une faible croissance des pays développés, l'achèvement d'un grand investissement dans le secteur de production du pulpe, ainsi qu'une sécheresse extrêmement aiguë affectant la production agricole. Ce ralentissement de la croissance en 2023 par rapport aux années précédentes se situe en dessous de la tendance historique de la période 2013-2018, qui s'élevait à 2%. Bien que techniquement en récession, l'économie uruguayenne devrait croître à un rythme de 3.7% en 2024 selon le Fonds monétaire international (FMI). La récupération du tourisme et de la consommation privée ainsi que l'exportation accrue de cellulose seront les principaux moteurs de cette croissance. L'inflation, suivant la tendance globale, a chuté de 9% en 2022 à 5.1% en 2023. La hausse des prix s'est avérée plus faible que dans les pays voisins, notamment grâce à la banque centrale, qui a poursuivi une politique monétaire restrictive, bien que diminuant le taux directeur de 11.5% à 8.5% entre fin 2022 et mai 2024. En mai 2024, l'inflation interannuelle a remonté légèrement pour atteindre 5.7%, ce qui reste sous la barre de l'objectif de 6% et représente un niveau bas en comparaison au 10 dernières années.

Le taux de chômage a augmenté en 2023, s'établissant à 8.3%, remontant légèrement de 0.5% depuis 2022, l'Uruguay connaît des difficultés à intégrer les jeunes adultes dans le marché du travail. Ainsi, en mars 2023, les personnes de moins de 30 ans représentaient près de 40% des chômeurs. Le déficit budgétaire, suivant la tendance de 2022 (-2.55%), s'est établi à -2.7% du PIB en 2023. L'endettement public brut représentait 57.4% du PIB à la fin 2022 et 58,3% en 2023.

La politique économique du président Luis Lacalle Pou avait comme objectif d'améliorer l'attractivité internationale de l'Uruguay ainsi que d'insuffler un certain dynamisme nécessaire dans une économie historiquement peu productive. Cependant, la politique d'expansion commerciale poursuivie par l'exécutif, voulant développer l'économie locale sur la base d'un modèle exportateur, compétitif et ouvert sur le monde, a rencontré des difficultés dans sa recherche de nouveaux marchés. Le mandat du président s'était dans un premier temps concentré sur la gestion de la pandémie et de ses effets, retardant la mise en œuvre de son programme axé sur la stimulation de la croissance et le rétablissement d'une responsabilité fiscale. Dans un deuxième temps, l'on peut désormais mentionner la réforme des retraites, ainsi qu'une légère baisse des impôts pour les personnes physiques et les micros et petites entreprises, ces dernières représentant 2 postes de travaux sur 3. Les agences de notation ont récemment augmenté la note attribuée à l'Uruguay, qui obtient pour la première fois la note BBB+ (Standard & Poor's), reflétant la crédibilité de l'Uruguay vis-à-vis des marchés internationaux des capitaux du fait de sa stabilité politique et de sa bonne gestion économique. Seul le Chili jouit d'une meilleure notation dans la région. L'Uruguay est membre du Centre de développement de l'OCDE depuis 2015 et a rejoint le Comité des Investissements en 2021, qui souligne également la solidité de ses institutions et sa stabilité politique et sociale. Le pays doit cependant encore relever des défis comme la pauvreté infantile, le chômage et l'abandon scolaire. L'OCDE recommande des réformes, notamment l'utilisation des fonds de pension pour investir dans des secteurs clés, la simplification des

réglementations pour aider les PME, la diversification des outils de financement et la promotion de l'innovation. Il est aussi conseillé de poursuivre les efforts en traçabilité et intégration des normes environnementales pour attirer les investissements étrangers. En outre, la mise en œuvre graduelle de la réforme de l'éducation en place depuis mars 2023, bien que largement critiquée, devrait répondre à des défis structurels profonds, tel que l'accès inégal à une éducation de qualité ainsi qu'un faible taux d'accomplissement du niveau secondaire, qui s'élève à seulement 40% face à une moyenne régionale de 60% et à un taux de pauvreté de 10%, dont 40% sont des enfants et des adolescents. L'Uruguay est l'un des rares pays de la région à ne pas avoir retrouvé les niveaux pré-pandémiques et, parallèlement, à avoir réduit ses dépenses sociales en pourcentage du PIB. Si l'on considère les enfants de moins de 6 ans, le taux de pauvreté est de 20 %, alors qu'il était de 17% en 2019.

2 SECTEURS PRIORITAIRES ET OPPORTUNITÉS POUR LES ENTREPRISES SUISSES

La structure de l'économie uruguayenne repose principalement sur le secteur des services (64.4 % du PIB). Le secteur manufacturier, qui inclut la production de cellulose, représente quant à lui 19% de la répartition de l'emploi, tandis que le secteur primaire compte pour 8.7%. La croissance de l'économie en 2023, bien que minime en raison de la baisse des exportations de biens, s'explique avant tout par l'augmentation de la consommation privée ainsi que la force des exportations de services (+19%). La croissance fulgurante des services IT et de services télécommunications au cours de la dernière décennie a permis à l'Uruguay de diversifier ses exportations.

Au niveau international, l'Uruguay essaie de se positionner comme porte d'entrée pour l'Amérique du Sud et promeut activement l'établissement d'entreprises au travers d'avantages douaniers et fiscaux dans le cadre de son régime de zones de libre-échange (zones franches, ports francs, entrepôts douaniers). La proximité géographique de l'Uruguay avec les grands marchés régionaux, ainsi que des infrastructures logistiques d'un bon niveau rendent le pays plus attractif. Un accord a été conclu avec l'Argentine en février 2024 pour augmenter le dragage du canal d'accès au port de Montevideo de 13 à 14 mètres qui devrait améliorer ses services peu efficace et trop cher. Ce projet, dont l'investissement sera de 200 millions de dollars, permettra l'arrivée de navires plus grands. Le régime des zones franches permet aux marchandises importées d'être exonérées de tarifs douaniers et d'impôts et offre la possibilité d'entreposer ces marchandises avant leur vente ou leur réexportation pour un temps illimité. Ce régime existe déjà depuis plus de 20 ans et l'Uruguay réalise annuellement près de 32% de ses exportations totales de biens et de services au travers de ces zones franches. La loi sur la promotion des investissements offre aussi des avantages fiscaux aux investissements hors zones franches. L'entreprise Microsoft a récemment inauguré son AI Co-Innovation Lab dans le parc technologique LATU, le premier en Amérique latine, positionnant le pays comme un centre technologique de premier plan dans la région et favorisant l'innovation et la croissance économique. Plusieurs entreprises de poids entre autres aussi suisses ont également établi leur siège régional ou le hub régional logistique ou de distribution en Uruguay comme par exemple Trafigura, Roche, MC Donalds ou Mercado Libre.

Les secteurs suivants de l'économie uruguayenne démontrent un dynamisme prometteur :

Agro-industrie / Agro-technologie

L'Uruguay étant un pays agricole, le secteur primaire représente à lui seul 5.8% du PIB en 2023 tandis que l'agro-industrie contribue dans son ensemble à environ 7% du PIB. De plus, les produits agricoles forment autour de 80% des exportations de marchandises du pays, constituées principalement de cellulose (21%), de viande (18%) et de produits laitiers (7%). Les ventes de soja, habituellement en deuxième position, ont connu une forte détérioration en valeur (\$ 414 millions exportés en 2023), qui s'explique à la fois par la baisse des prix et des volumes. La création de valeur du secteur agricole provient avant tout de l'élevage de bétail, qui reste dominant. Traditionnellement, le blé, les fèves de soja, le maïs, le riz ainsi que l'orge sont les principales cultures céréalières et ont connu une croissance exponentielle au cours du dernier quart de siècle. L'Uruguay fait face au défi de maintenir sa compétitivité internationale dans ce secteur et offre ainsi de bonnes opportunités d'affaires pour des entreprises actives dans les agro-technologies permettant par exemple d'améliorer la compétitivité du secteur ou de renforcer la résilience du secteur agricole face aux changements climatiques et aux événements extrêmes.

L'Uruguay fait figure d'avant-garde à l'échelle internationale dans le domaine de la production et la distribution de cannabis légal. En 2023, parmi les exportations de fleurs de chanvre, celles à usage non médical représentaient 94% du total. Globalement, la Suisse représentait le principal marché de destination dans ce domaine, avec 47,8 % des exportations, contre 18,6 % pour les États-Unis et 18,4 % pour la République tchèque.

Sylviculture / Production de cellulose

La société finlandaise UPM a investi près de \$ 3.5 milliards dans la construction d'une deuxième usine de cellulose en Uruguay (UPM II). Celle-ci a débuté ses activités en mai 2023 et jouit d'une capacité de production annuelle s'élevant à 2.1 millions de tonnes de cellulose issue de plantations durables d'eucalyptus. Il s'agit du plus grand investissement étranger de l'histoire du pays et fait de la cellulose le principal produit d'exportation de l'Uruguay, devant la viande bovine.

Infrastructures / Secteur de la construction

L'usine UPM II est désormais reliée au terminal de Montevideo par une nouvelle ligne ferroviaire (Central Railway Project) de 265 kilomètres qui a été inaugurée le 16 avril 2024. Stadler Rail avait décroché en 2021 l'appel d'offre pour 7 locomotives de transport de marchandises mises en service sur cette ligne. La mise en œuvre de ce réseau ouvre de nouvelles perspectives. En effet, en février 2024, le Ministère de l'industrie, le Ministère des transports et la société française Setec ont conclu un protocole d'accord pour étudier la faisabilité d'un train de passagers à hydrogène sur les 60 km de la ligne du chemin de fer central. De même, il existe un autre projet, le « Proyecto Tren Tram », proposé par le consortium de construction Saceem, Stadler et Stiler, prévoyant un train-tram qui reliera la vieille ville de Montevideo à la Ciudad de la Costa, dans le département de Canelones.

Le groupe allemand Deutsche Bahn mise également sur une possible extension et/ou modernisation du réseau ferroviaire uruguayen, notamment dans le transport des marchandises. Certaines entreprises suisses comme ABB sont actives dans le secteur des infrastructures tandis que Sika ou encore Schindler sont quant à elle présentes en Uruguay dans le secteur de la construction, qui représente à lui seul 65% des investissements dans l'économie uruguayenne. La forte croissance des grands projets de développement immobilier surtout dans la région de Punta de l'Este s'explique avant tout par une série de changements dans le cadre législatif en vigueur visant à promouvoir les investissements et le développement de l'immobilier dans le pays. Le projet de construction d'un terminal maritime pour passagers, annoncé par le gouvernement à la mi-2022, offre aussi des opportunités dans ce secteur. En 2021, l'entreprise belge Katoen Natie a obtenu la concession du terminal spécialisé en container du port de Montevideo (TCP) jusqu'en 2081, ainsi que la priorité au terminal pour la manutention des navires porte-conteneurs faisant escale dans le port de Montevideo. L'entreprise a signé en contrepartie un accord avec le gouvernement pour investir plus de 455 millions de dollars visant à agrandir les capacités de TCP à 2,5 millions d'EVP par année, avec l'objectif d'en faire le terminal de containers le plus moderne de la région. Cet investissement et l'octroi d'un monopole de fait en faveur de Katoen Natie font l'objet d'une procédure d'arbitrage et contribuent à faire de ce port l'un des plus chers de la région.

Services ICT et Software-engineering / FinTech

Les secteurs des technologies de l'information et des communications (TICs) et de software-engineering se sont fortement développés au cours des dernières années avec l'apparition d'un véritable écosystème propice aux start-ups et services numériques. Le gouvernement uruguayen considère le secteur IT comme une priorité de sa politique de promotion économique et offre des exemptions fiscales attractives ainsi que la possibilité d'opérer depuis une zone franche afin d'exporter différents services IT. Selon le rapport Digital Rise Report 2021, l'Uruguay a connu la plus importante numérisation de la région. En 2022, les exportations du secteur des TI ont atteint 1 816 millions de dollars, soit 65 % de ses ventes totales, 85 % de ces exportations étant destinées principalement aux États-Unis. Les nombreuses entreprises actives dans le développement de logiciels (softwares) génèrent à elles seules des exportations avoisinant les \$ 1 milliards. Ce chiffre fait de l'Uruguay l'un des plus importants exportateurs mondiaux de logiciel au prorata de la population. L'offre de talents peine cependant à suivre la demande dans ce secteur, poussant à la mise en œuvre de programmes spécifiques ou à l'arrivée de talents étrangers attirés par la qualité de vie offerte à Montevideo. La forte croissance du secteur des services IT est illustrée par l'établissement, lors des 10 dernières années, des géants américains de l'IT et du

software, tels que IBM, Microsoft, Oracle, Cognizant, NetSuite, VeriFone et Netflix. L'Uruguay se distingue aussi graduellement dans le secteur des technologies financières (FinTech), comme démontré par sa présence dans le Top 20 du Global FinTech Index en décembre 2022, ainsi que la mise en bourse de dLocal, la première licorne uruguayenne, à New York en 2021 et aujourd'hui évaluée à plus de \$ 4 milliards. Outre dLocal, on peut citer également Bankingly, Inswitch, MiFinanzas, Paganza et Prometeo comme fournisseurs de FinTech en Uruguay. Selon le rapport de la Chambre uruguayenne des technologies de l'information (CUTI), qui se base sur les données de 2022, l'industrie des technologies de l'information (TI) génère 4,3 % du produit intérieur brut (PIB), crée plus de 22 000 emplois directs et est consolidée comme l'un des cinq premiers secteurs d'exportation du pays.

Énergies renouvelables / Durabilité/ Hydrogène vert

L'Uruguay produit déjà plus de 95% de son électricité à partir d'énergies renouvelables et offre des conditions optimales pour la production d'énergie verte. Le pays est aussi l'un des premiers de la région à promouvoir la mobilité électrique à grande échelle. Le Fonds monétaire international considère le pays comme un véritable leader en matière de politique climatique. Le World Economic Forum décrit même l'Uruguay comme un « sustainability success story ». L'émission d'un sustainability-linked bond par l'Uruguay ainsi que la réduction significative de l'intensité carbone de son économie en sont les preuves. Par ailleurs, l'Uruguay se positionne dans le secteur de l'hydrogène vert avec une feuille de route officielle publiée l'année dernière fixant différentes étapes ainsi que des objectifs ambitieux à l'horizon 2040. À terme, l'Uruguay ambitionne d'exporter les dérivés de l'hydrogène vert grâce à son avantage comparatif. Ainsi, un premier projet franco-uruguayen (H2U) a débuté concrètement en 2023 par un investissement de \$ 43 millions, en plus d'un soutien financier du fond pour l'hydrogène vert administré par le ministère de l'énergie uruguayen. La multinationale allemande Enertrag a quant à elle annoncé en avril 2024 un projet de développement du Tambor Green Hydrogen Hub dans le département uruguayen de Tacuarembó, afin de produire de grandes quantités d'hydrogène et de ses dérivés. Enertrag a déclaré que la première phase du projet comprendra la construction de parcs éoliens et solaires de 350 MW, d'un électrolyseur sur site et d'installations de sectoriel conversion. L'entreprise espère pouvoir produire quelque 15 000 tonnes d'hydrogène vert par an et les convertir en e-méthanol.

La collaboration avec l'Allemagne dans le domaine de l'énergie verte s'est renforcée par la mise en place d'un « partenariat énergétique ». L'Uruguay forme activement d'autres partenariats, notamment avec l'UE, afin d'attirer des investisseurs étrangers afin de devenir un exportateur d'hydrogène vert. Le 18 juillet 2023, dans le cadre du Sommet de l'UE et de la Communauté des États latino-américains (CELAC) le pays a signé un protocole d'accord pour la coopération en matière d'énergies renouvelables, d'efficacité énergétique et d'hydrogène renouvelable, y compris l'hydrogène vert et ses dérivés. En février 2024, le gouvernement uruguayen a signé un second protocole d'accord avec HIF Global pour la construction d'une usine de production d'hydrogène vert à Paysandú, un accord qui représente l'investissement historique d'une valeur de près de 6 milliards de dollars. L'initiative prévoit la production de 180 000 tonnes par an d'essence synthétique, à partir du captage de 710 000 tonnes par an de dioxyde de carbone provenant de la combustion de la biomasse et de la distillation de l'alcool de grain, ainsi que la production de 100 000 tonnes d'hydrogène vert par an. Ce mégaprojet, porté par l'entreprise étatique uruguayenne ANCAP et des investisseurs étrangers, offrira 3200 emplois afin de produire et d'exporter des carburants synthétiques neutres en carbone à partir d'énergies renouvelables et de CO2 capturé dans des processus industriels.

3 POLITIQUE ÉCONOMIQUE EXTÉRIEURE

3.1 Politique et priorités du pays hôte

L'Uruguay a établi quatorze zones franches, dont 2 sont en construction, dans le but d'attirer des investissements internationaux. Entre temps, ces zones franches accueillent 1'094 entreprises et plus de 16'500 employés, majoritairement d'origine uruguayenne du fait de prescriptions légales exigeant, en général, d'employer au moins 75% de locaux. Les zones franches ont gagné en importance comme destination de transit du fait de leurs exemptions fiscales et tarifaires. Elles accueillent notamment un nombre important de prestataires de services, y compris des entreprises suisses active dans le secteur financier et du trading. Les exportations de biens depuis ces zones franches s'élevaient en 2023 à \$ 4.266 millions, ce qui représente une croissance de 42% par rapport à 2021. Les derniers chiffres

disponibles (2022) montrent que plus de la moitié des exportations originaires des zones franches consistent en des services, principalement dans le domaine des technologies de l'information et de la communication ainsi que celui de services professionnels. Selon le think tank CERES, si l'on considère le commerce total (comprenant les zones franches et couvrant le commerce de marchandises et de services), le principal partenaire commercial de l'Uruguay serait en fait les États-Unis et non la Chine. L'Uruguay participe depuis 2023 à l'*Americas Partnership for Economic Prosperity*, une initiative américaine qui regroupe plusieurs pays du continent triés sur le volet par Washington et offre un cadre de coopération régionale. Cette proximité avec les États-Unis peut s'avérer bénéfique dans le cadre d'une tendance globale au « friend-shoring ».

Du fait de la taille limitée de son marché national (3.5 millions d'habitants) ainsi que d'une structure productive majoritairement axée sur l'exportation, l'Uruguay nécessite un accès préférentiel aux marchés internationaux. C'est pourquoi le gouvernement de Lacalle Pou s'est efforcé de conclure de nouveaux accords de libre-échange (ALE), principalement au travers des négociations menées par le Mercosur qui compte également l'Argentine, le Brésil et le Paraguay comme membres actifs. Le Mercosur a signé un ALE avec Singapour en 2023 et est formellement encore en négociation avec le Canada et la Corée du Sud. En juin et respectivement août 2019, le Mercosur a conclu en substance des ALEs avec l'Union européenne (UE) ainsi que l'Association européenne de libre-échange (AELE). Après 2 ans en suspens, en avril 2024 le processus a pu être relancé, avec un nouveau cycle de négociations physiques. Bien que conscient du chemin encore à parcourir, l'Uruguay a exprimé son intérêt à signer rapidement ces deux accords. Par ailleurs, le gouvernement de Lacalle Pou, frustré par le manque de dynamisme interne du Mercosur ainsi que le dysfonctionnement du bloc commercial, a cherché activement de nouveaux partenaires afin de négocier des ALE sur une base bilatérale. Ainsi, en 2022, l'Uruguay et la Chine ont discuté de la faisabilité d'un ALE bilatéral, désir réitéré fin d'année 2023 lors d'une déclaration conjointe, soulignant la décision des deux pays d'élever leurs relations à un Partenariat stratégique intégral. Les deux pays ont convenu d'entamer des négociations pour actualiser l'Accord de promotion et de protection réciproque des investissements et de promouvoir un Accord de libre-échange (ALE) basé sur l'Étude de faisabilité conjointe. Fin 2022, l'Uruguay a aussi déposé une demande d'adhésion au Comprehensive and Progressive Trans-Pacific Partnership (CPTPP), visant à se projeter en direction de l'océan Pacifique. En octobre 2023, le gouvernement uruguayen a soumis au Parlement un projet de loi pour l'adhésion au Traité de coopération en matière de brevets (PCT). Cette initiative reflète l'aspiration de l'Uruguay d'obtenir un accès aux marchés mondiaux et l'encouragement à s'engager en faveur de la protection de la propriété intellectuelle à l'international. À l'échelle bilatérale, l'Uruguay et le Brésil ont formalisé des accords commerciaux en 2022. Ils ont signé les 83e et 84e protocoles additionnels à l'Accord de complémentarité économique (ACE) n° 2, concernant respectivement la libéralisation du commerce des marchandises provenant des zones de libre-échange entre les deux pays et le commerce de la yerba mate. Le 1er janvier 2024, les dispositions de l'accord visant à éviter la double imposition entre l'Uruguay et le Brésil, entré en vigueur en 2023, sont devenues effectives.

3.2 Perspectives pour la Suisse

L'Uruguay offre en raison de sa stabilité politique et institutionnelle, d'une économie solide, de son faible niveau de corruption, de son système judiciaire solide et de ses incitations fiscales et tarifaires, un cadre propice à l'établissement de centres de distribution ou de sièges régionaux.

Les tarifs douaniers élevés en comparaison internationale perçus par l'Uruguay sur les produits importés constituent un défi pour les entreprises suisses. La conclusion d'un accord de libre-commerce avec le Mercosur permettrait un accès préférentiel avantageux pour l'économie suisse.

4 COMMERCE EXTÉRIEUR

4.1 Evolution et perspectives générales

4.1.1 Commerce de marchandises

L'année 2023 a été marquée par une chute des exportations uruguayennes de marchandises de 13% par rapport au précédent record établi en 2022, atteignant un total de \$ 11.5 milliards. Ce niveau reste

cependant bien supérieur à la moyenne pré-pandémique (autour de \$ 8 milliards). La balance commerciale pour les marchandises s'est avérée positive pour l'année 2023, présentant un excédent de \$ 900 millions, bien qu'inférieur de 1.5 milliards à l'excédent de 2022. L'Uruguay présente un excédent dans le commerce des marchandises depuis 2016. Les exportations sont principalement constituées de viande bovine (18%), de cellulose (18%) et de produits laitiers (7%). Les graines de soja, ayant souffert de la sécheresse, ne font plus partie du top 3 des exportations uruguayennes en 2023. Les importations ont diminué de 2% par rapport à 2022 et ont consisté principalement en des fournitures industrielles (28%), des véhicules (17%), ainsi que des produits alimentaires (14%). La réduction du tarif extérieur commun du Mercosur décidée en juillet 2022 représente un léger allègement tarifaire pour certains produits (réduction de 10% du tarif douanier moyen).

En termes de commerce de marchandises, le premier partenaire économique de l'Uruguay s'avère être la Chine, avec des échanges commerciaux d'une valeur de \$ 4.9 milliards (22% du total). Le Brésil et l'UE suivent avec des parts respectives de 21% et 15%, complétés par les Etats-Unis avec une part de 7%. L'Argentine est en cinquième position et représente 6% des échanges commerciaux, marquant une chute de 5% en comparaison à l'année précédente. Les exportations uruguayennes à destination du Mercosur représentaient environ 28% du total en 2023. Le commerce intra-bloc stagne du point de vue de l'Uruguay puisqu'en 2012 le Mercosur représentait déjà un peu plus de 27% des exportations.

4.1.2 Commerce de services

Selon les chiffres publiés par la Banque centrale de l'Uruguay (BCU), les exportations totales de services représentaient en 2023 \$6,074 milliards, une croissance de 19% par rapport à 2022. Cette forte croissance s'explique principalement par un retour à la normale dans le secteur touristique, représentant \$2,4 milliards en 2023 et les exportations de services dits « globaux », représentant \$3.023 milliards. L'augmentation des exportations de services globaux a été dû aux ventes de services TIC, de services de software et de télécommunications. Près de 70% de ces services globaux trouvent leur origine dans les zones franches.

Selon Uruguay XXI, les entreprises exportant des prestations de services sont très hétérogènes en termes de tailles, de revenus et de modèles d'affaires. Les start-ups font cependant preuve d'un grand potentiel, illustré par la première licorne uruguayenne « dLocal », spécialiste des technologies de paiement, aujourd'hui cotée à plus de \$ 4 milliards ainsi que le rachat des deux fleurons uruguayens Moove It et December Labs par le groupe d'investissement new-yorkais Recognize au début 2023. L'attractivité de l'Uruguay dans le secteur des services TIC est aussi reflétée dans l'implantation continue d'entreprises étrangères tel que l'américain UKG qui a décidé d'installer son hub technologique pour toute l'Amérique du Sud, ou également le cas de l'AI Co-Innovation Lab de Microsoft. Selon les dernières données datant de 2022, 63 % des investissements annoncés pour tout le pays correspondaient à des activités pouvant être regroupées sous le concept de Hub de Commerce et Services (Services Globaux/TIC + Logistique).

4.2 Commerce bilatéral

Le commerce bilatéral entre la Suisse et l'Uruguay a légèrement augmenté en 2023 afin d'atteindre une valeur de CHF 181 millions (2022 : CHF 175 millions). Le volume commercial bilatéral n'a toutefois pas encore récupéré son niveau antérieur à la pandémie (2018 : CHF 194 millions). La balance commerciale reste en faveur de la Suisse et présente un excédent de CHF 119 millions. La Suisse représente 0.4% des importations totales de l'Uruguay, une part qui reste stable depuis plusieurs années. Bien que la valeur du commerce bilatéral de marchandises entre les deux pays connaisse quelques variations annuelles, les chiffres démontrent en fait une certaine stagnation en-dessous de CHF 200 millions au cours des dernières années. Les échanges commerciaux entre la Suisse et l'Uruguay restent donc marginaux.

Les exportations suisses ont démontré une croissance de 5.3% en 2023 pour s'établir à CHF 150 millions. Ce chiffre reste toutefois inférieur aux valeurs antérieures à la Covid-19 et représente un peu plus de la moitié de la valeur des exportations de l'année 2013 (CHF 270 millions). Les produits pharmaceutiques représentent plus de 70% des exportations suisses, suivi de l'horlogerie (12.8%), des machines et des engins mécaniques (2.7%) puis des instruments optiques ou médico-chirurgicaux

(1.9%). Les importations suisses depuis l'Uruguay ont diminué de 1.2% pour un total de CHF 31 millions en 2023. Elles sont constituées principalement de produits agricoles (85%) et de métaux précieux (11.8%).

Selon les données uruguayennes, l'Uruguay a exporté en 2023 pour \$ 24 millions vers la Suisse, total égal à celui de 2022, tandis que les importations depuis la Suisse se sont élevées \$ 45 millions, ce qui marque une légère hausse comparée à l'année précédente. Remarquablement, le volume bilatéral enregistré par l'Uruguay s'élève seulement à \$ 69 millions. Cette divergence statistique considérable de plus de CHF 110 millions par rapport aux données collectées par l'administration fédérale suisse s'explique probablement par la méthodologie des autorités uruguayennes, qui s'abstiennent de comptabiliser les importations entrant dans les zones franches, du fait qu'elles sont destinées à être réexportées. Par ailleurs, les importations de plusieurs sociétés suisses en Uruguay des pays tiers ne sont pas mises en évidence dans ces statistiques bilatérales.

5 INVESTISSEMENTS DIRECTS

5.1 Evolution et perspectives générales

Le stock d'investissement direct en Uruguay atteignait \$ 41,5 milliards fin 2022, soit 53% du PIB, suite à une augmentation de 15% par rapport à 2021. Les flux indiquaient un solde positif de \$ 3,6 milliards, ce qui signifie que l'Uruguay a été un récepteur net d'investissements directs sur la base des dernières données disponibles (2022). L'Espagne arrive en tête comme le premier investisseur en Uruguay (17% du stock d'investissements directs), suivi de la Finlande (13%) et du Brésil (10%). La Suisse est le 5ème investisseur le plus important avec 8% du stock total, devant les États-Unis. L'Union Européenne dans son ensemble représenterait le premier investisseur étranger avec une part conséquente de 38%. La forte croissance du stock d'investissements finlandais (+26%) s'explique par la construction d'une nouvelle usine de pâte à papier (UPM II) par le groupe finlandais UPM. Les données provisoires de l'année 2023 indiquent également des flux d'investissements directs de l'ordre de USD 3.6 milliards, équivalant à 4,7% du PIB national. Ces flux d'investissements directs sont majoritairement constitués de réinvestissements de bénéfices (89% du flux net total). Sur la période 2012-2022, les investissements directs se sont concentrés dans l'industrie manufacturière (33%), suivie du secteur financier et des assurances (30%).

Le développement économique de la dernière décennie a donné lieu à des opportunités d'investissements dans une série de secteurs. Les opportunités dans les domaines de l'agro-industrie, de la sylviculture/cellulose, des prestations de services globaux ainsi que des énergies renouvelables se démarquent. Selon l'OCDE, le cadre réglementaire de l'Uruguay est substantiellement plus ouvert aux investissements étrangers que la moyenne latino-américaine.

5.2 Investissements bilatéraux

Selon Uruguay XXI et la Banque centrale de l'Uruguay, la Suisse se situe depuis plusieurs années parmi les six premiers investisseurs en Uruguay. Les données disponibles pour l'année 2022 placent la Suisse en cinquième position avec un stock d'investissements directs s'élevant à \$3.3 milliards. Cependant, le calcul de ce total est à remettre en perspective, puisque les données obtenues par la Banque nationale suisse sont de \$2.4 milliards. Les entreprises suisses représentent près de 800 emplois en Uruguay. Les secteurs principaux sont les industries alimentaire, pharmaceutique et chimique ainsi que les services financiers. Les accords existants en matière de protection des investissements et de double-imposition facilitent les investissements directs suisses.

6 PROMOTION ÉCONOMIQUE ET TOURISTIQUE

6.1 Instruments de la promotion économique extérieure suisse

L'Ambassade de Suisse en Uruguay entretient des relations étroites avec la Chambre de Commerce suisse-uruguayenne (CCSU). Fondée en 1944, la CCSU contribue à promouvoir le commerce entre les deux pays en offrant une plateforme qui facilite les contacts entre les entreprises uruguayennes et suisses.

En 2022, la CCSU et Switzerland Global Enterprise (S-GE) ont conclu un accord de prestation de services qui se renouvelle annuellement et prévoit une coopération accrue, de façon à soutenir les entreprises suisses souhaitant entrer sur le marché uruguayen et la promotion du commerce extérieur entre les deux pays. S-GE a également conclu un accord similaire avec son homologue Uruguay XXI en 2018.

6.2 Intérêt du pays hôte pour la Suisse

L'intérêt économique de l'Uruguay et des entreprises uruguayennes pour la Suisse est modeste. L'Uruguay exporte peu en Suisse et le nombre d'entreprises uruguayennes présentes en Suisse est très restreint. Sur le plan touristique, la Suisse reste aussi une destination marginale pour les Uruguayens. Cependant, la Suisse jouit d'une image très positive au sein de la société uruguayenne. La création d'un groupe d'amitié Suisse-Uruguay au sein du Parlement uruguayen en mai 2023 a été créée, afin de développer plus d'intérêt pour la Suisse.

ANNEXE 1 – Structure de l'économie

Structure de l'économie du pays hôte

	2017	2023*
Répartition du PIB		
Secteur primaire	6.3%	5.8%
Secteur manufacturier	17.3%	9.5%
Services	65.3%	66.4%
– dont services publics	4.7%	5.1%

Répartition de l'emploi	2017	2023
Secteur primaire	9.2%	8.7%
Secteur manufacturier	20.1%	19%
Services	70.7%	72.3%
– dont services publics	6.4%	7%

Source(s) : Banco Central del Uruguay (Informe Cuentas Nacionales 2023). Organisation Internationale du Travail (ILOSTAT). Encuesta Continua de Hogares (ECH) del Instituto Nacional de Estadísticas (INE).

* Données provisoires pour l'année 2023

ANNEXE 2 – Principales données économiques

Principales données économiques du pays hôte

	2023	2024	2025
PIB (USD mia)*	77.2	82.6	86.3
PIB/habitant (USD)*	21'656	23'087	24'044
Taux de croissance réel (% du PIB)*	0.36%	3.7%	2.9%
Taux d'inflation (%)*	5.1%	5.7%	5.5%
Taux de chômage (%)*	8.3%	8.0%	7.9%
Solde budgétaire (% du PIB)*	-3.07%	-2.76%	-2.45%
Solde des transactions courantes (% du PIB)*	-3.92%	-3.63%	-3.16%
	2022	2023	2024
Dettes extérieures totales (% du PIB)**	78%	79.1%	77.4%
Service de la dette (% des exportations)**	53.7%	61.8%	52.7%
Réserves (mois d'importations)**	15.1	16.1	16.3

* Source : FMI, World Economic Outlook (Avril 2024)

- <https://www.imf.org/en/Publications/SPROLLS/world-economic-outlook-databases#sort=%40imfdate%20descending>

** Source : FMI, Article IV Report (Mai 2023). Estimations prévisionnelles.

- <https://www.imf.org/en/Countries>

ANNEXE 3 – Partenaires commerciaux

Partenaires commerciaux du pays hôte

année : 2023

Perspective selon le pays hôte – Commerce de biens

Rang	Pays	Exportations <i>par le pays hôte</i> (USD millions)	Part	Var. ¹	Rang	Pays	Importations <i>par le pays hôte</i> (USD millions)	Part	Var. ¹
1	Chine	2.510	22%	-33%	1	Brésil	2.557	24%	0%
2	Brésil	2.185	19%	14%	2	Chine	2.371	22%	1%
3	États-Unis	873	8%	11%	3	Argentine	1.342	6%	-5%
4	Argentine	565	5%	-47%	4	États-Unis	635	6%	-3%
5	Turquie	423	4%	270%	5	Allemagne	290	3%	-2%
...		
...		
38	Suisse	24	0.2%	0%	32	Suisse	45	0.4%	10%
(3)	UE	1.850	16%	-6%	(3)	UE	1.580	14%	4%
	Total	11.518	100 %	-13%		Total	10.614	100 %	-2%

Source(s) : Uruguay XXI (Informe Anual de Comercio Exterior 2023) sur la base des données fournies par la Direction Nationale des Douanes (DNA). Les données incluent les zones franches pour les exportations.

¹ Variation par rapport à l'année précédente en %

ANNEXE 4 – Echanges commerciaux bilatéraux

Echanges commerciaux bilatéraux entre la Suisse et le pays hôte

	Export (Mio. CHF)	Variation (%)**	Import (Mio. CHF)	Variation (%)**	Solde (en Mio.)	Volume (en Mio.)
2018	169	0.8	25	4.2	144	194
2019	159	-6.0	25	-0.8	134	183
2020	135	-14.7	24	-2.0	111	160
2021	134	-0.6	30	26.3	105	164
2022	143	6.1	32	4.5	111	175
2023#	150	5.3	31	-1.2	119	181
<i>(Total 2)*</i>						
2024# (Janvier-Mars)	32	-28.4	6	-9.2	26	38

*) Total « conjoncturel » (total 1) : sans l'or en lingots et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses ainsi que les objets d'art et les antiquités.

***) Variation (%) par rapport à la période de l'année précédente.

#) Données provisoires.

Exportations	2022 (% du total)	2023* (% du total)
1. Produits pharmaceutiques (HS 30)	69.7	70.2
2. Horlogerie (HS 91)	14.8	12.8
3. Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques ; parties de ces machines ou appareils (HS 84)	2.2	2.7
4. Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinématographie, de mesure, de contrôle ou de précision ; instruments et appareils médico-chirurgicaux ; parties et accessoires de ces instruments (HS 90)	2	1.9

Importations	2022 (% du total)	2023* (% du total)
1. Produits agricoles (HS 01)	86.8	84.8
2. Perles fines ou de cultures, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés de métaux précieux et ouvrages en ces matières ; bijouterie de fantaisie ; monnaies (HS 71)	10	11.8
3. Objets d'art, antiquités (HS 91)	0.6	0.8
4. Produits chimiques de base (HS 28)	0	0.7

*) Données provisoires.

Source : Swiss-Impex. Office fédéral de la douane et de la sécurité des frontières.
<https://www.gate.ezv.admin.ch/swissimpex/>. État au 13.05.2024.

ANNEXE 5 – Principaux pays investisseurs

Principaux pays investisseurs dans le pays hôte année : 2022

Rang	Pays	Investissements directs* (mio USD, stock)	Part	Variation (stock)	Flux de l'année écoulée** (mio USD)
1	Espagne	7.086	17%	+15%	+ 541
2	Finlande	5.318	13%	+26%	+ 1.166
3	Argentine	5.249	13%	+1%	+ 146
4	Brésil	4.009	10%	+10%	+ 426
5	Suisse	3.296	8%	+30%	+ 1.049
6	États-Unis	2.831	7%	+22%	+ 486
7	Autres pays d'Amérique du sud	2.489	6%	+23%	- 162
8	Chili	2.251	5%	+6%	- 202
9	Pays-Bas	2.084	5%	+17%	+ 316
10	Singapour	1.409	3%	+5%	+ 786
(1)	UE	15.961	38%	+19%	+ 2.172
	Total	41.566	100 %	+15%	+ 3.675

Les stocks et les flux d'investissements directs sont exprimés en millions de USD.

Sources : Banco Central del Uruguay. Inversión de Extranjera Directa.: <https://www.bcu.gub.uy/Estadisticas-e-Indicadores/Paginas/Inversion-de-Extranjera-Directa.aspx>. Uruguay XXI. Informe Inversión Extranjera Directa 2023. <https://www.uruguayxxi.gub.uy/es/centro-informacion/articulo/inversion-extranjera-directa-ied/>. État au 12.06.2024).

*) Seules les opérations portant sur les participations au capital sont considérées.

**) Pour les flux d'investissements directs étrangers, les bénéfices réinvestis et les opérations relatives aux prêts et titres de créances sont aussi pris en compte.